

Dix ans de physiologie et de pathologie économiques (1929-1939)

Jean-Marie THIVEAUD

Conseiller historique de la CDC

Et Christine HUET-VAN DEN BRULE

302

À peine sortie du drame financier qui ébranle la vie politique, économique et sociale entre 1924 et 1928, la France voit très vite la crise économique s'étendre à toutes les nations, après le krack boursier d'octobre 1929 à New York. Dès la fin de 1930, elle commence d'en ressentir l'atteinte et le 24 décembre 1930, après les réunions de la Société d'économie politique, le grand économiste G. Jèze commente les travaux de ses collègues. « Pour choisir les remèdes et les appliquer il faut, de toute évidence, commencer par connaître les causes du mal. Il faut l'avouer en toute modestie, jusqu'ici les explications proposées par les savants n'ont pas présenté un caractère d'évidence tel qu'elles aient obtenu une approbation unanime ou même générale. Loin de là, la controverse reste aussi vive qu'au premier jour ».

Ces lignes donnent le ton d'un débat qui va durer dix ans, où les économistes manient à plaisir la métaphore médicale avant que certains mages politiques ne prescrivent au monde un remède de cheval et ne précipitent les nations dans la guerre totale.

Un renouvellement de la théorie des crises

Dans sa dernière livraison de 1929, publiée au début de 1930, la Revue politique et parlementaire (RPP⁸¹) donne, dans un bref article, une relation de la crise de Wall Street, mais il faut attendre de

nombreux mois pour que les économistes et financiers français commentent ou interprètent les événements qui bouleversent le monde américain. André Siegfried⁸², bon connaisseur du Nouveau Monde, entame, au cours de l'été 1930, un cycle de conférences reproduit longuement par la RPP. La Société d'économie politique⁸⁵ examine lors de deux séances à la fin de la même année, commentées plus haut par G. Jèze, les caractéristiques de la crise aux États-Unis. Elle esquisse, à cette occasion, un renouvellement de la théorie des crises, sujet qui avait agité la seconde moitié du XIX^e siècle et, en termes plus concrets encore, les années 1924-1928. Cette docte association insiste surtout sur la crise de la surproduction, et anticipe de quelques mois sur les conclusions du rapport de la Société des Nations (SDN⁷⁹), publié en 1931.

Riche des chiffres et statistiques recueillis dans les différents pays, ce document dénombre les excédents accumulés depuis 1925 pour certains produits (blé, sucre, houille) auxquels s'ajoutent, en 1929, d'autres surproductions (coton, laine, fonte, acier, cuivre, étain et plomb). En distinguant deux niveaux de surproduction, l'un chronique et l'autre périodique, les économistes de la SDN expliquent ainsi les désordres de l'économie mondiale. Ces analyses sont vite discutées et contestées par la communauté scientifique française, en 1931. L'économie nationale demeure cependant très en retrait des effets négatifs de la crise alors que la Grande-Bretagne et l'Allemagne sont violemment confrontées à de graves situations. La France, qui d'ailleurs leur vient en aide à plusieurs titres cette année-là, connaît les derniers moments d'une stabilité relative dont l'afflux des dépôts au cours du premier semestre indique bien déjà le caractère illusoire.

(*) Cette sélection d'ouvrages et d'articles publiés entre 1929 et 1939 se limite aux productions en langue française. Les choix ont été opérés d'après les recensions contemporaines dans différentes revues économiques et financières. Les chiffres en appel de note et entre parenthèses, dans le corps du texte de cet article, renvoient à la bibliographie générale qui figure, plus loin, dans le « Guide sommaire des sources » p. 311, numérotées de 1 à 95.

Les idées mises à l'épreuve des faits

Les auteurs s'intéressent donc davantage à l'étude des problèmes allemands ou anglais, resitués dans un contexte international plus large. Les économistes français qui critiquent le rapport de la SDN, ne veulent pas limiter les origines de la crise à la seule surproduction. Ils considèrent toutefois que la crise américaine reste de type classique et de nature périodique, mais ils mettent en relief la crise monétaire et celle du crédit. Cette argumentation monétariste prend, dès la fin de l'année 1931, le relais des explications précédentes. La Revue d'Économie Politique⁶⁷ (REP) publie plusieurs articles d'auteurs comme Eisler ou Ansiaux qui esquissent de premières considérations sur la monnaie et le crédit. Ils inaugurent une série d'ouvrages fondamentaux qui seront au centre du débat dans les années suivantes, avant d'être à leur tour contestés.

Les idées sont d'ailleurs, elles aussi, rudement mises à l'épreuve au long de cette période où une explication n'est pas plus tôt exprimée qu'elle est aussitôt démentie par les faits. Le livre de G. Boris¹², publié en 1931, et qui, parmi les premiers, expose avec talent la thèse de «*la disette de l'or et des retards des systèmes monétaires*» est l'une des meilleures illustrations de la tourmente intellectuelle. Deux ans plus tard, l'évolution rapide des événements et des réflexions dans ce domaine rejette déjà cet auteur parmi les faux prophètes. Le risque d'un déni de postérité n'empêche pas une belle floraison de travaux qui apparaissent essentiellement sous forme d'articles dans les périodiques spécialisés. La recherche académique ne demeure pas en reste non plus, une thèse consacrée à la crise américaine de 1929 est soutenue dès 1931, devant la faculté de droit de Paris, par P. Alperovitch⁴.

Contre un cataclysme économique, que faire ?

L'évolution de la politique américaine et ses répercussions sévères pour la France, la propagation régulière des diverses atteintes de la crise internationale qui affecte désormais le pays, stimulent la créativité des économistes et financiers français, en 1932. Le professeur Aftalion² livre à l'Academy of International Law de La Haye, une contribution importante sur les crises économiques et financières. Une thèse de doctorat, soutenue par Jean Vernier⁶³, étudie systématiquement les crises boursières et leurs répercussions économiques. L'exemple récent des États-Unis sert de référence à son auteur bien qu'il n'ait pu disposer de données encore suffisantes pour une exploitation vraiment scientifique. Certains alertent l'opinion, M. Kellersohn³³ demande désespérément : «*contre un cataclysme économique, que faire ?*» et O. Homberg²⁷ lance un titre, en forme de signal de détresse : «*S.O.S.* » L'un et l'autre en appellent

à la solidarité internationale, et stigmatisent l'égoïsme américain.

B. Haladjian²⁶, plus optimiste, promet déjà une issue heureuse grâce à la réforme du commerce international et au retour à des solutions élémentaires qui organisent un véritable troc de nation à nation. Les interrogations sur les origines et la nature de la crise se multiplient au cours de l'année 1932, avec des formulations plus sérieuses.

L'argument monétariste est repris par R. Patenôtre⁵⁴, dans un cahier des *Documents bleus* de Gallimard, muni d'une préface de J. Caillaux. Il est surtout développé par R. Eisler¹⁷, dans son livre, *La monnaie, cause et remède de la crise économique mondiale*, où cet auteur assure que «*l'humanité ne se sortira de la crise dans laquelle elle se débat qu'au prix d'une révolution monétaire ayant pour but la création d'une monnaie de compte fondée sur une unité-marchandise dont le poids d'or sera censé varier selon les fluctuations de l'index des prix*».

La revanche des lois économiques

Le recul offert par la durée et la persistance des phénomènes depuis trois ans favorise la réflexion théorique. E.H. Massa⁴⁶ élabore une *Théorie rationnelle des crises économiques* et il démontre que l'origine première se niche assurément dans «*l'aveuglement et l'égoïsme des hommes*», et que chaque crise est «*la revanche des lois économiques*». En termes plus rigoureux, François Simiand⁷⁹ analyse *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*. Dans ce petit livre, il souligne le lien entre les variations dans le taux d'accroissement des moyens monétaires et les fluctuations à longue période. Il utilise une approche comparative et emploie les méthodes de la biologie, récusant le modèle de la mécanique, cher à l'école néoclassique des années vingt. Appliquant ces grilles originales et systématiques à l'examen de la crise du moment, F. Simiand démontre que l'économie mondiale se trouve au tournant d'un cycle mais aussi au tournant d'un mouvement de grande amplitude. Il se fonde sur les leçons de l'histoire pour réfuter «*la prétendue loi Rueff*» sur le chômage et les théories récentes de «*la mal-distribution de l'or*». Par référence aux lois biologiques, F. Simiand estime que la liquidation de la crise sera lente, «*au prix d'un rude effort de sélection sévère et d'une action tenace des producteurs pour l'abaissement des coûts et l'extension des ventes*». Aucune panacée, aucun miracle après ce diagnostic, il faut survivre et, de toutes façons, les phases de dépression sont biologiquement indispensables au progrès économique.

Toujours et uniquement politique

Cette même année 1932, plusieurs auteurs explorent les origines politiques de la crise. G.A.

SÉLECTION D'ARTICLES ET DE LIVRES

Nicolas⁹³, dans la RPP, se demande si la crise représente la faillite du capitalisme ou une simple déflation du crédit. Pierre Lucius⁴⁴, dans un ouvrage plus dense, répond à cette interrogation par la question posée dans le titre de son livre qui condamne la défaillance du système capitaliste. A. Liesse⁸⁶, dans plusieurs articles de l'Économiste français, met vivement en cause l'échec du capitalisme d'Etat et de l'économie dirigée.

Les fondements politiques de la crise trouvent de nouveaux et multiples développements en 1933. A. Labriola³⁴, dans un abondant ouvrage, à la verve incisive et brillante, considère que, toutes doctrines et tous pays confondus, les origines des crises économiques sont toujours et uniquement politiques. Il conteste avec ironie toutes les théories des crises et dénonce « la crise de la théorie des crises ». Mais sa définition de l'économie demeure très imprécise et il s'attache plus aux événements spectaculaires et romanesques qu'à une analyse en profondeur de la situation du moment, signe, pour lui aussi, de « la décadence du capitalisme ». D. Navachine⁵¹ prétend refuser toute théorie et analyse les événements au crible de son expérience d'homme d'affaires : les solutions passent, à son avis, par une organisation européenne.

La renaissance du colbertisme au secours de la civilisation française

Les effets de la crise, de plus en plus durement ressentis en France depuis un an, animent des discours plus passionnés et souvent partiiaux. La voix des prophètes retentit encore, J.L. Rahder⁹³ écrit un véritable sermon, entrecoupé de citations bibliques, qui accuse l'absence de moralité des financiers et prêche pour les coopératives contre les cartels. Le livre, bien plus sérieux, de B. de Jouvèneil⁹⁰, fait le procès du capitalisme américain, responsable des désordres mondiaux. L'arrivée au pouvoir de Roosevelt, la crise du dollar et les entretiens malheureux du président du Conseil et du ministre français des Finances avec le président américain, fournissent la matière de nombreux articles dans les revues économiques et financières. L'évolution politique intérieure amplifie le nationalisme économique, parfaitement illustré par le livre de E. Bélimé⁹ : *L'heure de la France*. Il dénonce les incapacités de la SDN et, en insistant surtout sur les aspects commerciaux des problèmes, il prône la renaissance d'un colbertisme strict pour défendre la civilisation française. Les questions commerciales font l'objet d'une thèse à la Faculté de Nancy, où Raymond Dinet¹⁴ étudie parallèlement le commerce extérieur français et la crise. Cet ouvrage académique trouve un écho dans un article du professeur G. Pirou⁹⁸ sur *La France devant la crise des échanges internationaux*. Les sociétés savantes et les périodiques spécialisés consacrent, au cours de cette même année 1933, de multiples séances et de nombreuses pages aux politiques de commerce extérieur, au contrôle douanier ou au régime de contingentement⁹⁴.

Essai de pathologie monétaire

Le clan monétariste reprend naturellement de la vigueur, au moment de la Conférence de Londres. L. Fizaine¹⁹, dans son livre *Crise et monnaie*, propose une solution sophistiquée qui, sans supprimer les crises, en réduira pourtant la fréquence. Son système repose sur un « octométallisme », composé d'or, d'argent, de nickel, d'étain, de cuivre, d'aluminium, de zinc et de plomb, et reprend, sans les connaître mais en les multipliant, les idées de Marshall sur le bimétallisme interdépendant. Pour Edmond Giscard d'Estaing²³, le monde souffre bien d'une maladie monétaire : Les systèmes monétaires sont à ses yeux, des phénomènes vivants, d'origine très récente, et soumis à l'usage qu'en fait « l'intelligence ou la sottise » des hommes et des États. Il accuse le « cynisme » avec lequel les États suspendent délibérément le service de leur dette extérieure et, par « cette attitude criminelle », détruisent l'économie mondiale. Dépassant les examens cliniques de F. Simiand, un an plus tôt, il veut offrir au public un *Essai de pathologie monétaire* mais il décrit davantage les causes et les symptômes du mal qu'il ne préconise vraiment des remèdes. Le magistral ouvrage de Charles Rist⁶⁵, malgré la modestie de son titre, inspecte en termes plus scientifiques, et néanmoins pédagogiques, les différentes théories et propositions économiques et monétaires exposées, en France et par le monde, depuis le début de la crise. Tout au long de l'année 1933, les articles foisonnent dans les revues économiques et financières, commentant et contestant les politiques du crédit, les mesures inflationnistes, les prix et leur maîtrise.

Excitation pré-critique

L'aggravation des problèmes économiques et la tension politique intérieure en 1934 suscitent de nouvelles vocations de thérapeutes. Le livret de A. Metzianu⁴⁸, *ABC de la crise mondiale*, voudrait passer pour un manuel de médecine populaire au secours de « la finance malade ». Quoique animé du scepticisme traditionnel et un peu ironique du corps médical, l'ouvrage du professeur Ansiaux⁵ est d'abord un véritable traité de science économique. Vieux statisticien, l'auteur ne croit pas aux cycles ni à la périodicité des crises. Il note cependant que lors de chaque épisode critique, une première période d'excitation précède la crise, et qu'une période d'abattement l'accompagne. Les causes proviennent, pour M. Ansiaux, de la surproduction, de la baisse du coût et des abus du crédit, de la spéculation. Le contrôle du crédit permet au contraire de modérer la période d'excitation pré-critique. À la vérité, si l'auteur n'apporte pas de solutions nouvelles ni de théories révolutionnaires, son ouvrage établit une synthèse des approches les plus rigoureuses, à la lumière du bon sens qui semble manquer aux contemporains, dans une année infectée de faillites et de scandales financiers.

Les revues économiques s'émeuvent des différentes « affaires » mais s'intéressent plus volontiers aux lancinantes questions monétaires en France et à l'étranger⁹⁵. Les spécialistes sont très attentifs aux événements internationaux, à la crise de la monnaie anglaise, à la politique sauvage de la Federal Reserve et au redressement allemand. Une thèse universitaire⁷⁹ est expressément consacrée aux *Aspects monétaires et financiers de la crise en Allemagne de 1929 à 1933*. F. Simiand⁸⁰, poursuivant son œuvre scientifique, publie une précieuse étude sur le développement économique des États-Unis, depuis les origines coloniales. Ce pays lui paraît être né sous le signe de l'inflation et sa croissance passe ensuite par des phases alternées d'augmentation et de resserrement des moyens monétaires, souvent provoquées par les décisions politiques. La crise de 1929 s'inscrit ainsi, pour F. Simiand, dans une logique constitutive et les États-Unis sont un champ d'expérience pour le progrès de la science économique. Ses travaux précèdent, avec cette analyse en longue période, le livre de Richard Lewinshon⁴³ *The Great Depression, 1929-1934*, publié en traduction française dès sa sortie aux États-Unis. Les périodiques français en donnent une recension généralement réservée, car l'auteur critique la lenteur et le manque d'efforts de la France pour s'adapter à la situation et sortir de la crise, alors qu'elle bénéficie, de son point de vue, de l'économie la plus saine d'Europe.

1935: une parenthèse optimiste

En 1935, les théoriciens peuvent tenter de nouvelles suggestions, après six ans d'observations externes ou internes, et dans une période où se manifestent des signes de redressement. L'année 1935 est, en effet, comme une sorte de parenthèse optimiste pour l'économie et la monnaie. Le rajeunissement très spectaculaire des cadres de l'administration des finances, où plusieurs nouveaux directeurs ont trente-cinq ans à peine, trouve son corollaire dans la production littéraire. Une nouvelle et jeune génération d'économistes (qui sont d'ailleurs — ou seront — les mêmes jeunes hauts fonctionnaires) s'exprime avec assurance, d'autant plus que la durée des situations range déjà la crise dans l'Histoire, Lewinshon en ayant offert le premier récit depuis les États-Unis. André Philip⁵⁵ présente ainsi, en perspective historique, sa perception de l'économie contemporaine et examine avec une très grande précision les années difficiles, avant de juger les différentes politiques. Quoique exprimées sans complaisance, ses critiques demeurent pondérées, lorsque l'on sait, par ailleurs, ses convictions socialistes. Il explique la gravité de la crise en dénonçant l'interventionnisme de guerre et d'après-guerre et son attaque du « dirigisme agraire » pourrait être signée par un économiste libéral. Il démontre cependant les avantages de l'économie collectiviste et demande la nationalisation des grandes

industries de base. Ses conclusions très modérées étonneront ceux qui connaissent alors en André Philip le fougueux tribun plus que l'économiste justement soucieux de technique.

Diagnostics et prescriptions

Un autre jeune économiste, Jacques Rueff⁵⁹, apporte la contrepartie libérale, dans son étude de *La crise du capitalisme*, publiée par la *Revue bleue*. Cette contribution, enrichie des remarques de MM. Rist et Truchy, de l'Institut, montre une fois de plus que « les choses de l'économie ne sont pas du domaine de la mécanique et de l'automatisme, que l'économie, c'est la vie », et que les intransigeances doctrinales ne sont plus de saison. J. Rueff, qui a quitté ses fonctions diplomatiques, participe, depuis un an, à l'élaboration des réglementations gouvernementales, des fixations autoritaires des prix. Il montre bien, dans la pratique, que « si les solutions de liberté valent mieux que les contraintes, l'évolution même du capitalisme impose une certaine dose d'interventionnisme et de contrôle ».

Dans un ouvrage de grosse vulgarisation et sur un mode pamphlétaire, H. Schoolmesters⁷⁴ condamne sans appel les positions de J. Rueff et « la mission économique de l'État » dont la nocivité se manifeste dans l'excès de charges sociales imposées aux entreprises. L'auteur crie sa haine de toute « démocratie chrétienne » et réclame la suppression des indemnités de chômage comme des allocations familiales. Diagnostics et prescriptions se multiplient au cours de l'année 1935 et témoignent d'une problématique unanime que traduisent les titres identiques, de livres ou d'articles, sur « la crise, ses causes et ses remèdes ». Certains, comme Robert Lascaux³⁷ ou André Thiers⁸², ajoutent une analyse plus approfondie des aspects monétaires, d'autres tentent une nouvelle synthèse en proposant, comme M. Courtin⁸⁹, dans la REP, un *Essai sur la thérapeutique des crises*.

En route vers l'abondance

Pour la quatrième fois, la SDN⁷⁶ publie, sous la direction de J.B. Condliffe, une étude d'ensemble de l'évolution de la situation mondiale. Le document regorge, plus encore qu'auparavant, de chiffres et de statistiques. Des indices de reprise apparaissent dans l'agriculture et l'industrie, mais le lecteur avisé aura compris qu'ils sont le résultat de mesures artificielles. Malgré l'opposition des politiques monétaires, la SDN constate que les prix-or se rapprochent, baissent dans les pays du bloc-or, montent dans les autres, laissant naître l'espoir d'un retour général à l'or et d'un abaissement des barrières douanières. La tonalité des conclusions est très optimiste et l'ouvrage s'achève sur cette observation « que, sous réserve du maintien de la paix économique et de la coopération internationale, les symptômes d'une amélioration d'ordre économique, au cours de l'été

SÉLECTION D'ARTICLES ET DE LIVRES

1935, sont plus encourageants qu'ils ne l'ont jamais été ». Quelques auteurs français chantent, sur des modes moins austères, un air de même confiance dans l'avenir. Jacques Duboin¹⁵, dans le recueil d'articles qu'il publie sous un titre audacieux, *En route vers l'abondance*, accuse les cartels d'organiser la raréfaction. Il attend, avec une ferveur mystique, le règne des machines automatiques et des autostrades qui prépareront l'avènement « du monde à bon marché ». La *Victoire sur la crise* d'Eugène Gladelle²⁴ nourrit ses espérances d'une méditation lyrique sur l'évolution de l'économie depuis la Grèce antique. Cet ample recueillement lui inspire deux philtres de jouvence : la monnaie fondante et la ruralisation de l'industrie.

Plus vigilants, les « Économistes de langue française »³⁰ consacrent précisément ce même été 1935 à la tenue de leur congrès académique où ils étudient, sans tendresse, les effets de la réforme économique aux États-Unis et ses conséquences pour la vie internationale.

1936 :

studieuse retraite pour certains

En 1936, les changements politiques en France, l'arrivée au pouvoir du Front populaire, offrent, en effet, à nombre d'économistes et de financiers le loisir d'une studieuse retraite. Bertrand Nogaro⁵² reprend sa production scientifique, un moment ralentie par son passage dans la vie politique. Le fort volume qu'il livre sur *La crise économique dans le monde et en France : symptômes, causes, remèdes*, donne une excellente analyse explicative de la crise et une bonne critique des solutions proposées, mais vaut davantage par sa conclusion. L'auteur ne satisfait pas « les faiseurs de systèmes et de plans, les réformateurs qui ne croient qu'aux causes structurelles ». Il démontre avec une rigoureuse clarté que la science économique bride tout optimisme. Les productions littéraires de 1936 sont moins empreintes de sérénité que de vigueur polémique. *Les notes sur le temps présent* de Jean Dupin¹⁶ dénoncent « l'incapacité de raisonner juste, la croyance au fétichisme des mots ». L'auteur critique la politique d'accroissement de la consommation intérieure et les principes de commerce extérieur du gouvernement qui ne tient pas compte du nouvel ordre du monde ni « des jeunes nations industrielles » plus compétitives.

Considérant le Japon et la Russie, il alerte les responsables sur « l'embouteillage des marchés », cause de la prolongation de la crise. Mais plus grave est, à ses yeux, la crise d'éducation et de moralité « qui enfonce le monde dans cet état contradictoire de pouvoir aisément produire et de ne pas savoir tirer parti de ses biens ». Germain-Martin²¹, titulaire notamment du portefeuille des Finances dans maints gouvernements précédents, exprime sur *Le problème financier, 1930-1936* un même constat d'amertume. Au moment où la

politique d'économie commençait de porter ses fruits, elle est, dit-il, « répudiée par les socialistes qui interrompent la convalescence de la France ». Les Français, ajoute-t-il, pris individuellement, sont de bons financiers mais ils passent la moitié de leur vie à réparer les dégâts de leurs gouvernements. La dévaluation aggrave d'autant plus la situation qu'elle a été décidée sans consultation de l'Angleterre ni des États-Unis déjà si peu coopérants. Un seul pari pour Germain-Martin, « celui du désordre monétaire assuré, qui est le meilleur véhicule des révolutions en marche ». Les travaux d'Eyraud¹⁸ résonnent à l'unisson des critiques de l'ancien ministre, lorsque cet universitaire examine la réforme monétaire et pronostique la sclérose économique qu'elle provoquera rapidement.

Le maître et son disciple

Gaëtan Pirou⁵⁸, publiant de larges pans de son enseignement, prend plus de recul et analyse, avec méthode, l'évolution de la monnaie française depuis la guerre. Il passe au crible les différentes thèses antagonistes et, examinant l'évolution du tableau économique depuis vingt ans, il isole trois phases successives d'inflation, de stabilisation et de dévaluation. Cette dernière étape constitue la suite logique de son diagnostic et il l'annonce avec certitude sans pouvoir en fixer la date. L'ouvrage de son élève Jean-Marcel Jeanneney²⁹, plus directement consacré à l'étude du mouvement des prix, produit des statistiques très fines et de subtiles distinctions entre l'influence des prix, hauts ou bas mais stables, et celle des prix en hausse ou en baisse, expliquant ainsi les mécanismes de fixation des prix. La dévaluation de l'automne 1936 donne raison au maître et au disciple pour leurs prémonitions et leur offre l'occasion d'un nouveau champ d'observations.

Le baron Mourre⁴⁹ renouvelle la réflexion théorique en prenant, lui aussi, la mesure du temps. Mais son ouvrage laisse le lecteur en appétit sur les fluctuations de longue durée, annoncées par le titre mais trop rapidement traitées en quelques dizaines de pages. Il s'attache surtout à l'examen des « crises décadaires » et prend de grands risques en opérant des extrapolations excessives entre passé et présent. Balayant la longue série des théories sur ce sujet, le baron Mourre retient la corrélation entre les crises et l'or. Son analyse très fouillée des marchés monétaires et financiers du monde ne débouche pourtant pas sur des voies très sûres et ne révèle guère de solutions lumineuses comme chacun en souhaiterait dans cette période politiquement brouillée. Le contexte polémique souffle des conclusions acides et réactualisées à Jean Lescure⁴¹, pour la deuxième édition de son livre sur *L'épargne en France, de 1914 à 1934*. Sans prolonger pour autant la période de ses investigations, l'auteur, dans un épilogue révisé, célèbre « l'épargne animatrice du progrès » et adjure ses contemporains « de faire l'impossible pour la défendre contre de nouvelles déceptions ».

Septicismes

La SDN⁷⁷ donne à la communauté scientifique internationale trois documents de synthèse. La cinquième livraison de la *Revue de la situation économique mondiale* étudie plus particulièrement l'évolution des revenus nationaux et des consommations. Les chiffres cités permettent de penser que la diminution des revenus réels a été bien moindre qu'on n'aurait pu l'imaginer, affectant surtout les populations les plus pauvres. L'examen des prix des denrées alimentaires conforte cette constatation des mécanismes inégalitaires mais « *il en est résulté une augmentation appréciable du revenu réel de tous les habitants, sauf les classes les moins favorisées, ce qui comprend d'ailleurs, des pays tout entiers qui ont été soumis à des restrictions spéciales* ». Le développement de la reprise et l'accroissement des prix depuis un an inverse la tendance. Le rapport insiste sur les difficultés des pays du bloc-or et témoigne d'un optimisme plus modéré que l'année précédente. La seconde étude importante de la SDN intéresse *La production mondiale et les prix*, dont elle constitue la dixième édition. Le nouvel indice de la production mondiale, calculé sur 81 produits et non plus 66, marque un certain redressement, tandis que celui de la production industrielle, calculé pour la première fois par la SDN, témoigne d'un essor moins net. L'étude des prix, dans la deuxième partie, discute de la valeur théorique de la livre exprimée en dollars et examine le franc d'avant la dévaluation, concluant que « *la sous-estimation des monnaies anglo-saxonnes par rapport au franc était de l'ordre de 20 % au mois de mars 1936* ». En outre, selon ce rapport et pour la première fois dans l'histoire, les prix des biens d'investissement ont enregistré pendant la crise une moindre baisse que les prix des biens de consommation, entraînant des effets fâcheux de rigidité des activités économiques.

Le troisième document présente un *Aperçu général du commerce mondial*. Le développement du commerce triangulaire reste minoritaire devant la persistance des échanges bilatéraux. Les pays du bloc-or ont subi la plus forte régression de leur commerce extérieur et si l'on observe l'expansion du groupe sterling il faut craindre que la dévaluation du franc ne vienne ralentir encore l'économie française.

Un même scepticisme caractérise l'essentiel des publications de l'année 1937. Dans les revues spécialisées, les auteurs s'interrogent sur les résultats réels ou souhaitables de la politique monétaire, examinent avec pessimisme la crise financière et doutent des effets durables de la reprise française. René Théry⁸¹ dresse le bilan d'*Un an d'audaces et de contradictions* au cours duquel les dirigeants politiques ont voulu assurer les progrès des débouchés intérieur et extérieur de la France. La hausse des salaires s'est trouvée contredite par le sacrifice de la monnaie, et pour garantir la concurrence de la production française, l'on a vidé de son efficacité le pouvoir d'achat

intérieur. Les mesures prises pour le développement du marché intérieur, et surtout la semaine des quarante heures, ont, pour résorber le chômage, annulé les efforts de relance du marché extérieur, en surchargeant les prix de revient et en diminuant l'effet de la dévaluation.

Planification internationale et persistance des nationalismes

R. Théry passe ainsi en revue l'ensemble des décisions du gouvernement du Front populaire et démontre que dans tous les cas ce dernier a obtenu les résultats contraires de ceux qu'il recherchait. Les critiques, en soulignant la sérénité du ton de cet ouvrage de R. Théry qu'ils disent objectif, considèrent qu'il demeurera la source de référence pour l'histoire future. Les recensions bibliographiques mentionnent souvent le livre de Lionel Robbins⁸⁷ qui confronte les thèmes du libéralisme et de la planification. Cet économiste britannique démontre les risques de gaspillage du « *planisme national* », les effets incertains du « *planisme international* » et prône néanmoins la mise en place d'institutions capables de réguler une sorte de « *planification internationale intégrale* ». Le professeur Robbins reconnaît que tant que la guerre subsistera comme instrument de politique nationale il sera bien difficile de trouver un aménagement rationnel des ressources mondiales. Pour lui, l'origine des difficultés réside moins dans la défaillance du capitalisme que dans les persistances du nationalisme. « *Le nationalisme, écrit-il, est quelque chose qui doit être dépassé. Cette tâche doit être accomplie si nous voulons que tout ce que nous regardons comme ayant la plus haute valeur ne périsse pas dans le naufrage de notre commune civilisation.* »

Un ouvrage anonyme français, de nature scientifique, annonce, dès son titre, cette même réflexion fondamentale sur *La révision de valeurs*, exposant comment les erreurs du libéralisme sont nées de son propre triomphe. Au problème, bien résolu, de la production succèdent ceux de la répartition et de la consommation. L'auteur propose des vues nouvelles sur les questions de main-d'œuvre, de salaires, d'impôts, d'amortissement, et considère que la stabilité des prix prend désormais le pas sur la stabilité monétaire. Cette dernière affirmation est confortée par le livre de René Sédillot⁷⁸, *Le drame des monnaies*, qui, après un long inventaire historique très documenté, conclut « *que la politique monétaire est affaire d'espèces et non de principe, qu'elle a pour devoir de se plier à l'empirisme organisateur* ». Un ouvrage de Pierre Quaden⁸² étudie la dévaluation comme instrument positif d'intervention et de lutte contre la dépression. Il prend l'exemple des expériences anglaise, américaine et belge, pour tenter une approche théorique. Ses analyses sont particulièrement précises et instrumentées mais il achève sa démonstration en disant « *qu'il n'y a pas, à proprement parler, de théorie de la dévaluation. Il y a des dévaluations. Ou plutôt il y a des*

SÉLECTION D'ARTICLES ET DE LIVRES

propositions à tendance théorique mais que les circonstances de temps et de lieu font apparaître essentiellement relatives et dont les résultats varient du tout au tout, d'année en année et d'un pays à l'autre ».

Dans un autre domaine, la thèse de doctorat de Richard Chapon¹³, publiée avec une préface de J. Caillaux, procède aussi à des comparaisons internationales pour étudier le problème des transferts. L'auteur commente les doctrines en débat, les positions libérales de J. Rueff et celles de ses adversaires interventionnistes, et il renvoie finalement les opposants dos à dos, après avoir analysé en détail les modes des règlements internationaux depuis la guerre. Il esquisse ainsi un système « *d'économie surveillée et synchronisée* », voie médiane et salutaire pour sortir de la crise du crédit international.

Retour à l'étalon-or et à Karl Marx

Les questions monétaires agitent toujours la communauté scientifique internationale et un ouvrage de mélanges offert à Irving Fisher⁴⁷ cité par la critique française, permet de tirer les leçons de l'expérience monétaire des dernières années. Des auteurs prestigieux ont ainsi contribué à réunir vingt-trois études qui, malgré leur diversité, concluent au retour souhaité de l'étalon-or. Aucun économiste français ne figure dans cet aréopage qui réunit pourtant des savants du Japon ou des Balkans. Plus ponctuel, le livre d'André Piatier⁵⁶ sur le contrôle des changes en Allemagne, propose, en même temps, une bonne description de l'évolution du système économique du III^e Reich, fondée sur une enquête très solide et réalisée sur place. Le rôle de l'Etat dans la vie économique et les origines politiques des crises continuent d'inspirer la réflexion en l'élargissant davantage au plan international. Le professeur Saint-Germès⁷⁰ publie une petite plaquette sur *L'Etat capitaliste*, où il analyse les interventions publiques, notamment sur la production, dans quatre pays significatifs à cette époque, Mexique, Turquie, URSS et Iran. Germain-Martin²², réunissant ses lointains souvenirs de jeune chartiste et sa longue expérience de ministre, s'engage dans la polémique sous couvert d'histoire économique. S'appuyant sur les mérites de l'évolution de la France depuis le Moyen âge, il attaque vigoureusement le marxisme doctrinal et pratique, en prenant cependant la défense des socialismes d'avant-guerre. Le marxisme, dit-il, s'est transformé en instrument de destruction de la civilisation occidentale sous les doubles coups du conflit mondial et de la violence asiatique. Il propose une alternative pacifiste qui passerait à la fois par une adaptation des institutions aux revendications ouvrières et une réforme de la fonction patronale. La création d'un « Centre de prévoyance et d'action sociale », dont il esquisse les grandes lignes, répondrait à ce souhait et permettrait à « *la fille aînée de l'Eglise* » de souscrire aux vœux du pape Pie XI. Germain-Martin termine son livre sur une déclaration sans

équivoque : « *les méthodes utilitaires et égoïstes du libéralisme traditionnel ne sauraient subsister.* » Une nouvelle contribution à la théorie des crises est présentée par Léon Sartre⁷¹ au travers d'une approche marxiste des crises périodiques, partant de l'analyse de la valeur et du profit pour construire une théorie que K. Marx n'a pas su ou pu développer à son époque. Largement critiquée par les revues libérales, la thèse de L. Sartre est néanmoins saluée comme un élément intéressant à verser au dossier largement ouvert de la théorie du cycle.

L'année 1938 est particulièrement féconde. L'ouvrage de Jean Lescure⁴² poursuit le travail de recherche engagé depuis le début de la décennie sur les mécanismes des crises. Cette contribution est d'autant plus notable que son auteur a commencé de s'intéresser très jeune à cette question, dès 1906 dans sa thèse de doctorat qui, avec le même titre, recouvrait évidemment d'autres réalités. J. Lescure maintient toutefois sa position de départ et explique le phénomène des crises périodiques de surproduction par les variations du profit. Après avoir, plus de trente ans durant, suivi les progrès de la science statistique, le professeur Lescure en montre les lacunes et dénombre les risques que comporte l'utilisation abusive de données abstraites, préférant aux pondérations et ajustements, « *la prééminence de l'esprit de finesse sur celui de géométrie* ». Le livre du polytechnicien J. Boissonnet¹¹ semble donner raison à M. Lescure sur ce dernier point, mais l'analyse qu'il établit des causes des crises retient l'attention de ses critiques. Partant en guerre contre les théories marxistes, J. Boissonnet dit clairement que « *la crise qui dure depuis 1929 est née de la volonté délibérée d'accroître le pouvoir d'achat des travailleurs et de les mettre à l'abri des réactions de l'offre et de la demande* » et il ajoute plus loin que « *la production et la consommation doivent se régler l'une par l'autre sous l'action réciproque de l'offre et de la demande* ».

L'agonie du libéralisme

Avatar du groupe « X-crise », cet ouvrage qui, marxisme excepté, prétend faire la synthèse des théories sur le sujet n'apporte pas de solution positive au problème qu'il veut aborder en mathématicien. La science économique aiguise en effet les tentations de nombreux intellectuels et le livre de P. Lucius⁴⁵ sur *L'Agonie du libéralisme* est un exemple de plus de ce pullulement souvent fantaisiste d'interprétations de la crise. Cet auteur survole l'histoire à la lumière des idées de *l'Action française*, cherchant les causes et les remèdes dans une vision mythique du passé. Une même fascination des siècles révolus s'exprime dans le livre de M. Laffon-Montels³⁵ qui décrit les « *étapes du capitalisme de Hammourabi à Rockefeller* » et, parcourant l'histoire économique de Babylone à Manhattan, il assure qu'« *il n'y a pas eu de révolutions mais une évolution progressive* », grâce aux bienfaits de l'Etat.

La production littéraire consacrée aux problèmes monétaires et de crédit est aussi abondante mais plus rigoureuse. Louis Baudin⁷ livre au grand public un traité de vulgarisation sur la monnaie et Gaëtan Pirou⁵⁹ étudie *La monnaie française de 1936 à 1938* pour renouveler la théorie et la politique monétaires. G. Pirou analyse le processus qui a suscité et organisé la dévaluation de 1936 et la dépréciation qui l'a suivie, créant un « franc-élastique » (qui représente en 1938 1/12 de sa valeur de 1913). Olivier Wormser⁶⁴ complète cette étude, dans un nouveau tome des *Etudes économiques* publiées sous la direction de G. Pirou. Il compare hardiment déflation et dévaluation, distingue une « déflation subie » et une « déflation voulue », et définit la dévaluation comme « la réduction du poids de l'or d'une monnaie », attirant sur lui les critiques immédiates de ceux qui le renvoient au contre-exemple de l'abandon de l'or par la Grande-Bretagne en 1931. O. Wormser préfère la dévaluation à la déflation et esquisse, en passant, son modèle idéal d'une société où les armements figurent parmi « les productions inutiles ». Ce choix typologique lui vaut, cette année-là, quelques rudes sermons. Des réactions plus embarrassées accompagnent aussi la publication du nouvel ouvrage du professeur Aftalion³ sur l'or et la monnaie, qui remet en scène la théorie nominaliste, de vieille mémoire. Évoquant les années récentes, Albert Aftalion écrit : « l'unité monétaire devenait, en réalité, indépendante du métal ; la livre, le franc, vivaient d'une vie propre, d'une vie immatérielle. » La fonction de réserve de valeur des instruments monétaires est ignorée par l'auteur qui oppose unité monétaire et unité métallique. Le livre de P. Lambert³⁶ qui se qualifie lui-même « d'apprenti économiste », pose le problème de la valeur de l'unité monétaire et discute « la théorie quantitative ». Ce jeune auteur a rassemblé et analysé minutieusement une puissante documentation sur les conceptions contrastées des économistes depuis quatre siècles. P. Lambert a ainsi fabriqué un remarquable instrument de travail qui soulève aussi des questions de méthodologie et celle, notamment, de l'énigmatique notion de cause.

De l'« argentisme américain » à l'autarcie du Reich

Deux études plus historiques de Jean-Paul Hutter²⁸ analysent précisément le phénomène de « l'argentisme américain », au XIX^e siècle. Question théorique ou réservée à quelques cercles spécialisés en Europe, le débat autour de l'argent devient très vite politique et profondément populaire aux États-Unis. Les pionniers qui ont tant produit de richesses veulent voir les fruits de leurs efforts transformés en monnaie. L'inflation devient une condition du bonheur, l'argent une monnaie bon marché et abondante et, qui plus est, celle de la Bible et de la Constitution. Ces deux livres d'histoire alimentent la réflexion des économistes sur le problème théorique et sur l'actualité au

même titre que l'ouvrage de Roger Nathan⁵⁰, « modeste financier », qui décrit simplement les grands marchés de Londres, New York et Paris depuis le début du siècle et l'organisation de leurs relations. Les problèmes de politique étrangère et la situation de différents pays occupent une part importante dans les publications de l'année 1938, lorsque la France s'intéresse davantage au commerce extérieur. Un an après la création de la Banque française du commerce extérieur, une petite plaquette dont la rédaction a été confiée à un bon économiste, G. Leduc⁴⁰, donne le ton avec un titre-programme : *La raison contre l'autarcie*. Le livre plus scientifique de Pierre Jullien³ examine attentivement les différentes modalités d'un bon contrôle des changes, celui de W. Qualid⁵⁹ le cas plus particulier des ententes internationales de matières premières.

Les auteurs observent aussi les régions et les pays. A. Reithinger⁶⁴, introduit par A. Siegfried, découvre le *Visage économique de l'Europe*, brochant un vaste tableau de chiffres et de faits, et peignant l'avenir de l'économie européenne avec des couleurs pessimistes et catastrophiques. H. Laufenburger³⁸ et P. Pfimlin décrivent *La nouvelle structure économique du Reich* et les conditions dans lesquelles s'exerce et se développe la mainmise totale de l'État, notamment par une politique artificielle des prix. Raymond Aron⁶, dans son *Essai sur la théorie de l'histoire dans l'Allemagne contemporaine* comme dans son *Introduction à la philosophie de l'histoire*, publiés cette même année, évoque certains aspects économiques, réfutant à la fois les thèses de Max Weber ou les théories de F. Simiand. Albert Rivaud⁶⁶, en célébrant *Le redressement allemand*, s'égare dans des analyses économiques que « le Congrès des économistes de langue française » conteste savamment mais fermement. Dans un contexte bien moins tendu, Jean Jussiant³² compare la structure économique de la Suède et de la Belgique, Lucienne Berthier⁹ passe au crible la comptabilité publique suédoise et Georges Friedmann²⁰ rapporte de ses voyages une explication de la transformation qui a conduit « de la sainte Russie à l'URSS », en donnant des éclairages nouveaux sur les problèmes du niveau de vie et du stakhanovisme. Gaëtan Pirou⁶⁰ confie au public le dernier fascicule de ses *Études sur les nouveaux courants de la pensée économique aux États-Unis*, où il expose systématiquement toutes les idées en présence jusqu'aux délirantes propositions monétaires d'un obscur major Douglas, archétype caricatural de l'individualisme yankee. Un livre d'Alfred Sauvy⁷² couronne ces différents points de vue sur l'espace et le temps et, se fondant sur l'actualité récente, résume la dynamique économique. Cet *Essai sur la conjoncture et la prévision économique* prône « la théorie de création continue » contre les idées toutes faites et rend compte d'une pratique d'observation des faits économiques, au cours des années passées. A. Sauvy développe les moyens d'un bon diagnos-

SÉLECTION D'ARTICLES ET DE LIVRES

tic d'ensemble, grâce à trois indices majeurs : activité, prix et crédit qui justifient chacun de méthodes d'interprétation spécifiques. En matière de prévision, il distingue les différentes formes conditionnelles des pronostics et trace, en outre, une théorie de la contingence partielle des variations cycliques qui représente l'un des points les plus avancés de la réflexion internationale sur les mouvements économiques.

1939 : sortie de crise et entrée dans l'économie de guerre

En 1939, la Conférence des Hautes études internationales qui se tient en Norvège, choisit un thème en forme d'adorcisme : « *les politiques économiques et la paix* ». Mais si l'on retrouve, comme en 1938, plusieurs études sur la situation ou l'organisation de différents pays, celle de Ch. Bettelheim¹⁰ sur la planification soviétique, celle de G. Guillebaud²⁵ sur le redressement allemand, l'essentiel de la littérature se concentre sur les nouvelles données de la situation internationale et les effets, redoutés ou souhaités, de l'impérialisme hitlérien. Dans un traité sur *L'intervention de l'État en matière économique*, H. Laufenburger³⁹, bon connaisseur de l'Allemagne, montre, dans un survol théorique et international, les progrès et les risques du progrès de cet interventionnisme étatique. En Angleterre, au printemps 1939, Lionel Robbins⁶⁸ qui avait déjà alerté

l'opinion trois ans plus tôt, pronostique « *les causes économiques de la guerre* » qui sont le fait de la socialisation des économies nationales et du resserrément des intérêts locaux. Si la guerre doit avoir lieu, dit-il, qu'elle serve au moins ensuite à jeter les fondements des États-Unis d'Europe. Le petit livre d'André Piatier⁵⁷, sur « *l'économie de guerre* » précède de quelques mois aussi, le début des hostilités. L'auteur y compare les économies allemande et française et oppose l'autarcie aux alliances internationales, en détaillant tour à tour les différents postes d'un système économique de guerre. Les ouvrages de Stephan Possony⁶¹, sur *L'économie de la guerre totale* ou la planification et l'organisation de la guerre de demain, sont traduits de l'allemand et réjouissent les économistes français, car, explique W. Oualid, par exemple, « *le militaire doit tenir compte plus qu'il ne le fait de l'économie et l'économie dominera le militaire* ». Le livre de Maurice Aeschmann¹ sur *Le rôle économique et social de la monnaie stable* suscite moins d'intérêt en ces temps où la théorie économique se hausse au rang des armements modernes. Après dix ans d'interrogations et de prescriptions sur la « *physiologie et la pathologie économiques* », les économistes français, pendant les premiers mois de l'été 1939, s'intéressent désormais et déjà, en employant parfois les mêmes termes ou les mêmes arguments, à la médecine opératoire de « *l'économie de guerre* ». □